POUVOIR OUVRIER

S O M M A I R E

LE CONTINGENT ET LE CESSEZ-LE-FEU.

Quand un journaliste bourgeois...
Qui et Quand ?

LES LAURIERS SONT COUPES.

Lettre ouverte au PSU.
(Fédération girondine)

LA GESTION OUVRIERE.

Decazeville.

MADE IN USA.

Diplômes et argent en URSS.

N° 38 Mars 1962

0,30 NF

Le contingent et le cessez-le-feu

A mesure que le cessez-le-feu approche, les attentats se multiplient dans les villes d'Algérie : des Algériens tuent des Européens, des Européens tuent des Algériens. Mais le scénario est différent dans les deux cas.

Premier cas : un Algérien commet un attentat. Les "forces de l'ordre" interviennent immédiatement, font usage de leurs armes et, toujours, plusieurs "complices" algériens, parfois 10 ou 15, parfois des femmes, des enfants, "sont abattus"; très souvent l'attentat provoque le rassemblement immédiat des Européens qui, sous les yeux des policiers, se livrent alors au lynchage et à la "chasse au raton" pendant des heures.

Deuxième cas : des activistes OAS tuent un, deux, dix Algériens, rengainent leurs armes et partent tranquillement. Les Algériens manifestent leur colère. Police et armée bouclent le quartier et tirent sur les Algériens: des nouveaux morts s'ajoutent aux premiers. Qui est complice de qui ?

L'indépendance approche et, avec elle, la fin des privilèges de la population européenne. C'est ce que l'OAS s'efforce d'empêcher. Racistes et colonialistes, les policiers et les officiers en Algérie, dans leur majorité, approuvent l'OAS, et en tous cas haïssent les "ratons" qui leur font perdre la face. Même convaincus que la seule issue est le départ, leur réaction devant une foule d'Algériens est automatique : appuyer sur la gâchette.

Sous prétexte de "défendre les Français", le cessez-le-feu risque d'offrir à ces gens l'occasion d'une horrible et basse vengeance. Car il est certain que la population algérienne descendra dans la rue, et il est non moins certain qu'elle n'acceptera pas que le cessez-le-feu et l'indépendance proche signifient être bouclé, entouré de barbelés et menacé de mort si on bouge.

Mais les OAS, les policiers et officiers activistes ne seront forts qu'à une condition : que les soldats du contingent acceptent de les appuyer.

Jeunes travailleurs, paysans et étudiants sous l'uniforme, les soldats sont armés. Jusqu'ici, on les a obligés à utiliser leurs armes contre les Algériens. Façonnés par la vie en France, par les préjugés et les idées qu'on leur a inculqués dès l'école, pris dans l'engrenage de la discipline militaire, ils ont fait métier de flic en Algérie, et on sait jusqu'à quel point certains ont été contaminés.

C'est en Avril 61, au moment du "putsch" de Challe, que, pour la première fois, le contingent a cessé d'obéir aveuglément aux officiers : les soldats ont refusé de suivre ceux qui voulaient continuer la guerre. Demain, si le cessez-le-feu est proclamé, si les Algériens manifestent, il faudra que les soldats du contingent aillent encore plus loin : il faudra qu'ils comprennent où sont leurs véritables ennemis.

LEURS ENNEMIS NE SONT PAS les ouvriers, les petits commerçants, les paysans les étudiants algériens qui veulent vivre comme des hommes et non plus comme des "ratons", qui descendront dans la rue pour crier leur joie d'une indépendance proche.

LEURS ENNEMIS SONT ceux qui leur diraient de tirer sur la foule, qui les inviteraient ainsi à se faire complices de l'OAS et des pieds-noirs racistes, ceux qui voudraient les utiliser pour assouvir leur vengeance.

LES SOLDATS DU CONTINGENT SONT ARMES. ILS VEULENT LA PAIX. ILS VEULENT REVENIR EN FRANCE.
L'INDEPENDANCE DE L'ALGERIE C'EST LA PAIX ET LE RETOUR.
A EUX DE SAVOIR SE SERVIR DE LEURS ARMES A BON ESCIENT.

-:-:-:-:-:-:-:-

quand un journaliste bourgeois devient lucide.

LA SITUATION A CONSTANTINE VUE PAR "LE FIGARO" (15.3.62).

"Il est clair, et on a eu l'occasion de le vérifier déjà à plusieurs reprises, qu'en cas de heurts entre les communautés, l'armée prendra partie pour les Européens.
Les autorités civiles s'inquiètent de cet état d'esprit. Elles constatent avec une certaine amertume leur impuissance. Elles n'ont aucun moyen d'action. Les services de la Préfecture comprennent une immense majorité de Français d'Algérie. La police est noyautée par l'OAS. Les autorités sont noyées dans un milieu hostile, épiées et surveillées sans cesse. L'OAS distribue des tracts et des bulletins d'informations, multiplie ses émissions-pirates de la radio, intercepte les ordres et prend connaissance des consignes les plus secrètes. La Préfecture n'a aucun moyen d'action propre. Elle est obligée de passer par le canal de l'armée qui lui refuse son concours actif. Certains militaires sont ouvertement favorables à l'OAS. Les autres, l'immense majorité, restent dans l'expectative.

MAX CLOS."

LES PHRASES DEFINITIVES.

QUI ET QUAND ?

Les départements d'Algérie font partie de la République, ils sont français depuis longtemps; jamais la France, jamais aucun Gouvernement ne cèdera sur ce principe fondamental. (1)

Tous les moyens seront réunis pour que la force de la nation l'emporte, quelles que puissent être les difficultés et les cruautés de cette tâche. (2)

Novembre 1954..... MENDES (1) et MITTERRAND (2)

Nous n'irons plus au bois
Les lauriers sont coupés;
La belle que voilà
Ira les ramasser.
Entrez dans la danse
.....

La paix en Algérie ! Chaque jour à Bab-el-Oued, à Oran, à Bône, le massacre continue.

Le Gouvernement, les politiciens de droite et de gauche "très émus par ce désordre persistant" préparent avec ferveur les prochaines élections. De l'U.N.R. aux communistes ce n'est qu'un même souci : récolter des places de député, et pour ceci, chacun de démontrer au bon peuple, qu'il est le responsable de la paix. Ecoutons ce brillant festival !

THOREZ. " Cette paix a été gagnée par la lutte du peuple français, soutenue par notre parti qui a toujours mené avec vigueur le combat anti-colonialiste, qui dès le début a soutenu les aspirations légitimes du peuple algérien".

MOLLET. " C'est la politique que nous avons toujours préconisée".

MENDES-FRANCE. Même refrain.

M.R.P. Il met l'accent sur le fait qu'un de ses ministres était un négociateur des Rousses.

U.N.R. Elle est encore plus gourmande. De sordides calculs divisent ses chefs pour savoir à quel moment on doit procéder à des élections pour en retirer le plus grand bénéfice. Car ces messieurs, les Frey, Michelet, Debré, s'estiment les grands artisans de la paix.

Ainsi chacun cherche à être récompensé par ses électeurs d'une si brillante victoire : la fin de sept ans et demie d'une guerre qu'ils s'empressent tous de trouver "imbécile".

Peut-on leur demander pourquoi ils n'étaient pas si lucides il y a sept ans ? Sont-ce là nos grands génies politiques ?
Ils se sont trompés vous diront-ils !

L'envoi du contingent, les pouvoirs spéciaux, l'état d'urgence, la bataille d'Alger, les ratissages, les exploits de Massu, tout celà était une erreur.

Un MILLION d'Algériens morts, DEUX CENT MILLE soldats du contingent, voilà ce qu'a coûté cette erreur. Mais personne n'est rasponsable.

Dès le début de Thorez à de Gaulle, ils étaient pour la négociation !
Ils nous invitent maintenant à leur tresser des lauriers.

-:-:-:-:-:-

PERMANENCE La permanence de l'organisation POUVOIR OUVRIER PERMANENCE
PERMANENCE se tient tous les jeudis de 15 heures à 18 h. 30 PERMANENCE
PERMANENCE 39, rue Lhomond. Métro : Censier-Daubenton. PERMANENCE

Lettre ouverte au PSU

(Fédération girondine)

Camarades,

Ayant remis au Bureau Fédéral nos démissions d'adhérents du PSU, nous tenons à exposer devant tous les camarades de cette Fédération les raisons politiques qui nous ont conduits à rompre avec leur organisation.

Ces raisons leur sont exposées avec suffisamment de recul pour qu'en soient éliminées toutes motivations passionnelles.

Le PSU s'était formé sur le mot d'ordre du "Renouveau Socialiste". Aujourd'hui chacun peut voir clairement où en est ce renouveau. Des camarades qui restent nos camarades de combat attribuent cette décomposition soit à la clique de politiciens dont sont truffés les organismes de direction, soit à l'action nocive d'éléments de la base partis de la SFIO pour des questions de rivalités de clans; souvent ils accusent les deux.

Ceci est à la vérité une analyse trop superficielle qui ne tient pas compte de trois éléments essentiels :

I° LA COMPOSITION DU PSU.

C'est un lieu commun de dire qu'il n'y a pas d'ouvriers au PSU. Toutes les proclamations sur le caractère ouvrier du PSU ne peuvent effacer la prépondérance en son sein d'éléments petits-bourgeois n'ayant ni expérience pratique, ni compréhension théorique des problèmes du mouvement ouvrier.

Ce sont avant tout ces éléments qui sont naturellement attirés par les théories pseudo-scientifiques de MALLET sur la prétendue disparition de la classe ouvrière et la "transformation" de la lutte de classes. Et ce n'est pas la lecture quotidienne du "Monde" qui les aidera à sortir de ce galimatias.

2° LES STRUCTURES DU PARTI.

Celles-ci sont conçues de telle façon que l'écart ne peut aller qu'en grandissant entre ceux qui pensent et ceux qui exécutent.

Le "Front Socialiste", qui n'est à la vérité qu'une ressucée des thèmes réformistes mis au goût du jour par une bureaucratie opportuniste, condamne le militant de base à suivre, au nom de la "discipline du parti", les tournées électoralistes d'un ancien radical converti au socialisme gestionnaire(voir capitalisme scandinave). Et ceci avec la bénédiction de BOURDET et de MARTINET qui ont pourtant établi sur le gouvernement MENDES-FRANCE, il y a moins de six ans, le plus implacable constat de faillite sur tous les plans. Il n'est que de lire les France-Observateur de cette époque.

Il est clair que cette perspective réformiste a de quoi réjouir le PC, qui par la voix de son Secrétaire Général a lui-même assigné au PSU cette tâche et cette place. Il ne risque pas de se voir enlever un seul de ses adhérents ou militants sincères. Tout au plus quelques lecteurs victimes de leur "américanisation".

Comment des militants honnêtes, que nous estimons, qui sont au sein du PSU, et qui paient de leur personne dans toutes les manifestations, ne voient-ils pas que si pour eux l'essentiel est de se battre,pour les autres,l'essentiel est de s'assurer la conquête de l'appareil à leurs misérables fins électoralistes.

3° LA FUTILITE que représente le TYPE D'ACTIVITE dans un parti traditionnel.

La direction nationale du PSU n'ignore pas tout le temps militant gâché par les luttes d'influence sordides à l'intérieur de chaque fédération de ce parti. Que leur importe ! Pendant que MOLLET achève de devenir un espèce de radical à l'image de ses confrères en social-démocratie : Brandt, Spaak et C°, MENDES, DEPREUX et consorts se hâtent d'occuper la place laissée chaude et de recommencer - sait-on jamais ?- l'expérience du réformisme. Que cette expérience tentée au niveau des bureaucraties syndicales et politiques, "échoue" ou "réussisse", de toutes façons l'exploitation du travailleur ne sera modifiée que de 2 à 3% sur la feuille de paie.

Et c'est pour cette perspective que les militants sont surchagés de besogne !

Sans doute les nécessaires actions engagées pour soutenir la lutte héroïque du peuple algérien, leur donnent le sentiment que leur militantisme reste valable. Et il l'est sur ce point. Mais ces actions ne peuvent cacher le vide dans lequel s'agitent leurs "politiciens" et le peu d'intérêt que représentent "leurs conversations" avec les bureaucraties syndicales, habituées à toutes les compromissions.

La domestication des syndicats permet dès aujourd'hui au capitalisme de les utiliser au mieux de ses intérêts. Même la CGT évite mal la contagion. Et ceci provoque le détachement croissant des travailleurs à l'égard de leurs syndicats. C'est un phénomène déjà bien connu en Angleterre et que les capitalistes sont finalement obligés de déplorer.(Lire à ce sujet Financial Times et l'Economist, ainsi que les articles de la revue SOCIALISME OU BARBARIE).

En bureaucratisant les partis et la politique, on parvient à éloigner la population de toute activité publique. Et c'est précisément dans cette phase d'évolution de la société capitaliste que le PSU a choisi la tactique "Front Socialiste" qui tend à sacraliser les bureaucraties syndicales pour le plus grand profit du système capitaliste et de son gérant à venir PMF.

Pour nous, démissionnaires du PSU, nous pensons bien au contraire qu'il faut d'abord poser le problème de l'organisation socialiste en profitant précisément de ce vide total laissé par l'intérim de la monarchie gaulliste.

DEMYSTIFIER, C'EST AVANT TOUT DONNER LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS, les aider à penser, à s'exprimer, soutenir toutes leurs actions revendicatives. Leur faire comprendre que la gestion ouvrière par la base est le seul objectif "réaliste", et non pas les élections bourgeoises qui ne peuvent en rien changer leur condition de prolétaires pas plus d'ailleurs que les tables rondes....

Nous pensons que le socialisme est la gestion de la production et de la société par les travailleurs et que là se trouve le seul moyen de briser toutes les aliénations qu'ils subissent.

C'est pour cette tâche que nous avons choisi d'adhérer à POUVOIR OUVRIER. Cette adhésion témoigne que nous avons su déjouer les pièges habituels dans lesquels se prennent ceux qui n'y croyant plus, pensent que malgré tout le PSU reste un milieu de travail valable, que le PC ne mérite pas leur adhésion, et que, dans ces conditions, en attendant, il vaut mieux rester....

Autant de raisons "respectables" qui conduisent les militants honnêtes dans le refuge d'un militantisme stérile, tandis que les guettent d'un oeil narquois les malins qui attendent leur heure en gonflant pour les congrès à venir leur section-bidon et qui finalement l'heure venue emporteront le morceau...

Notre démission n'est pas un geste de puristes s'opposant au prétendu réalisme des dirigeants du PSU. Elle n'est que la conséquence logique de la faillite de ce parti.

GERARD HAUET - GEORGES SAINT-ARRAILHES - PIERRE PIALOUX - JACQUELINE PIALOUX
JEAN DEBANNE - JEANINE VERDIER - JEAN-PAUL VERDIER.
N'ayant pas adhéré à POUVOIR OUVRIER : PAUL CAILHOL - ROSA CAILHOL.

LA GESTION OUVRIERE.

Un certain nombre d'idées traditionnelles sur le socialisme et les buts du mouvement ouvrier semblent de plus en plus mis en question actuellement, ainsi l'idée que le socialisme serait simplement la nationalisation des moyens de production, ou la planification de l'économie.

Aujourd'hui une minorité chaque jour plus importante de militants politiques commence enfin à identifier le socialisme et la gestion ouvrière de la société. C'est là un très grand pas vers une résurrection de la pensée socialiste. Mais ce pas va de pair avec une nouvelle confusion qui commence à se créer, et l'on voit nombre de gens de gauche découvrir la gestion ouvrière à tous les coins de rue. Avant donc d'aborder le problème de la gestion ouvrière, il faut dissiper cette confusion et pour celà passer au crible ce qui apparaît à certains dans le monde actuel comme une expérience de gestion ouvrière.

Ce n'est pas ici le lieu de discuter le système social des pays de l'Est, car personne, même parmi ceux qui présentent ce système comme socialiste, ne dit qu'en Russie, en Allemagne orientale ou en Chine, il existe une gestion ouvrière des usines.

Dans ces pays, le prolétariat n'a pas plus de droits sur les usines, sur le travail et sur la société, que n'en a le prolétariat dans les pays capitalistes occidentaux. Les syndicats, eux, participent à des degrés divers à la gestion des usines ou de la société, mais il est difficile de prétendre que les ouvriers dominent dans les syndicats davantage qu'ils ne le font dans le parti communiste ou dans le " Soviet " suprême.

En France, et dans certains autres pays de l'Ouest, depuis que l'idée de gestion ouvrière est dans l'air, beaucoup de gens la confondent avec la participation des syndicats à la gestion des usines capitalistes et de l'Etat - participation que revendiquent parfois les syndicats eux-mêmes.

Il s'agit en réalité de deux choses bien différentes, sans aucun rapport entre elles. Pour le comprendre, il suffit d'analyser les "conquêtes" syndicales dans le domaine de la gestion et de voir ce qu'elles ont apporté à la classe ouvrière.

L'EXPERIENCE DES COMITES D'ENTREPRISE.

On a considéré qu'une des grandes "conquêtes" de la classe ouvrière après la Libération a été la création des Comités d'Entreprise.

Ces Comités d'Entreprise ne sont considérés par les patrons et par l'Etat comme organe de gestion que dans la mesure où ils aident les capitalistes à augmenter la production et à faire des bénéfices.

Ce fut effectivement le rôle des Comités d'Entreprise après la Libération et ceux-ci s'engagèrent à fond dans cette voie. Ce n'était plus seulement la maîtrise qui demandait aux ouvriers de produire, qui mouchardait les infractions au règlement, qui dénonçait les ouvriers trop lents, trop revendicatifs ou trop débrouillards, c'était aussi les délégués au Comité d'Entreprise qui se chargeaient souvent de la besogne.

Plus tard, lorsque les syndicats abandonnèrent cette collaboration ouverte avec les patrons pour passer à l'opposition (à partir de 1947), on s'est aperçu que les Comités d'Entreprise n'avaient dans la gestion des usines qu'une voix consultative; ils n'avaient en réalité aucun pouvoir dès qu'il s'agissait de s'opposer à la volonté des patrons et de l'Etat.

Cependant les syndicats continuèrent à considérer les Comités d'Entreprise comme une grande conquête ouvrière.

C'est qu'en dehors de ce pouvoir gestionnaire qu'ils n'avaient pas, les patrons et l'Etat leur avaient donné une compensation : la gestion des oeuvres sociales et de la cantine de l'usine; c'est à dire la seule partie de l'entreprise qui ne rapporte pas de bénéfices aux capitalistes, mais leur crée plutôt des ennuis avec les travailleurs.

Les syndicats par contre, trouvaient leur compte dans la gestion de ces caisses parcequ'elle permettait de disposer de fonds pour leur propagande et de placer leurs permanents et quelques uns de leurs militants dans ces organismes.

Si l'on examine la gestion de ces organismes par les syndicats, on s'aperçoit qu'elle ne diffère en rien d'une gestion capitaliste. Les salaires du personnel sont hiérarchisés, la gestion est assurée par une direction qui n'est contrôlée ni par les travailleurs de l'entreprise, ni par le personnel de l'organisme en question. Ce sont les syndicats qui en sont les patrons souverains. De même sur le plan culturel ce n'est plus le patron qui fait la censure des livres de la bibliothèque de l'entreprise, c'est le syndicat; ce n'est plus l'oeuvre sociale patronale qui distribue les réductions pour les spectacles, c'est à le syndicat.

L'élection des Comités d'Entreprise est semblable à celle des délégués du personnel : ni l'une ni l'autre ne sont des élections directes. Seuls les syndicats sont habilités à présenter des listes, et l'on comprend bien qu'ils ne présentent que des éléments dévoués à leur cause. Le Comité d'Entreprise est donc entièrement soumis aux syndicats, les ouvriers n'ont pas plus de contrôle sur ces organismes que sur la gestion de l'usine elle-même.

On voit donc sur cet exemple, que l'on ne peut absolument pas identifier la gestion ouvrière avec la gestion par les syndicats ou la participation des syndicats à la gestion de l'entreprise.

La revendication que les syndicats aient davantage de pouvoir dans les Comités d'Entreprise ou dans d'autres organismes se situe en dehors du problème de la gestion ouvrière.

La gestion ouvrière c'est la gestion directe par les ouvriers, qui élisent les délégués qu'ils jugent les plus aptes, indépendamment de leur affiliation à tel ou tel syndicat. C'est également :

le contrôle et la révocabilité permanente de ces délégués par les ouvriers qui les ont élus.

Si l'on veut savoir quels sont les organismes capables d'assurer une véritable gestion ouvrière, ce ne sont pas les syndicats qu'il faut regarder; ce sont les organismes qui ont été créés par les ouvriers lors des périodes révolutionnaires :

- les Comités de fabrique en Russie en 1917
- les Conseils ouvriers en Hongrie en 1956.

LA PARTICIPATION DES OUVRIERS A LA GESTION.

Venons-en maintenant au problème que se posent certains militants de gauche et qui se situe à un autre niveau :

-les travailleurs peuvent-ils participer à la gestion des usines capitalistes ?

Pour ceux qui connaissent le fonctionnement d'une usine capitaliste, la chose apparaît comme une absurdité totale.

Supposons par exemple que les travailleurs, par suite de luttes importantes aient réussi à imposer leurs propres organismes qui partagent la direction des usines avec les patrons ou les représentants de l'Etat.

Il est impossible de penser que ce mode de gestion élimine les contradictions et les oppositions de classe, bien au contraire; il est également impossible de penser que cette dualité de pouvoir puisse durer plus de quelques jours.

Comment dans un atelier, pourraient coexister les agents de maîtrise qui tâcheraient de faire appliquer, par des méthodes coercitives, les ordres de la direction, et les représentants des ouvriers qui auraient pour fonction, par des moyens démocratiques, d'éxécuter la volonté des ouvriers et de faire marcher la production d'une façon coopérative ?

Les méthodes de gestion des travailleurs excluraient obligatoirement le pouvoir de la maîtrise, et le pouvoir de la maîtrise celui des organismes ouvriers. Qui donnerait des ordres, l'appareil de gestion capitaliste ou l'organisation des ouvriers ?

Si c'est le premier, rien ne sera changé; si c'est le deuxième, tout sera changé. Mais alors à quoi servira l'ancien appareil ?

Si c'est les deux à la fois, celà pourra être de la farce, mais certainement pas une gestion de la production.

Peut-il y avoir compromis ?

Si l'on considère que la gestion d'un atelier ou d'une usine par les ouvriers c'est l'envoi périodique d'un représentant ouvrier dans les organismes de direction alors certainement la chose est possible. Mais aussi la situation des ouvriers n'aura nullement changé : ils seront toujours de simples exécutants qui auront le "privilège" de désigner l'un des leurs pour diriger leur travail, leurs rythmes, leurs chronos, leurs gardiens, leurs chefs d'équipe, etc...

Si l'on considère que la gestion ouvrière c'est la gestion par les ouvriers de leur propre travail, alors de tels compromis sont impossibles.

Si l'on considère que ce sont les travailleurs qui doivent régler en commun leur travail, leur coopération et leur organisation, parcequ'ils sont les seuls à pouvoir le faire d'une maniere rationnelle; si l'on considère que la gestion ouvrière c'est la détermination des normes de travail par les travailleurs eux-mêmes, alors tout compromis est absolument exclu.

LA GESTION PAR LES OUVRIERS DE CERTAINS ASPECTS DE LA VIE DE L'ENTREPRISE.

Certains pensent qu'une voie intermédiaire pourrait être trouvée, non pas par la participation de représentants ouvriers à la gestion d'ensemble de l'entreprise, mais par l'établissement d'une gestion complète et véritable des ouvriers sur certaines parties ou aspects du fonctionnement de l'entreprise. Par exemple :

La gestion du bureau d'embauche.

Si l'on pense que les ouvriers d'une usine capitaliste pourraient gérer l'embauche, on voit immédiatement qu'ils devraient géror les licenciements, autrement la gestion de l'embauche n'aurait plus de sens : le patron pourrait licencier immédiatement les travailleurs que les ouvriers auraient embauchés, et rien n'aurait changé.

Cette solution, à supposer qu'elle pût jamais être acceptée par les patrons, ne serait pas viable pour la bonne raison que le contrôle de cette partie de la gestion de l'usine servirait aux travailleurs non pas comme un moyen de rationaliser l'embauche, mais comme un instrument de lutte extrêmement puissant.

Le contrôle de l'embauche et des licenciements par les travailleurs, ce serait l'assurance pour ceux-ci que leurs luttes ne pourraient plus être sanctionnées par la direction; ce serait l'assurance que l'impunité et la perspective d'une progression géométrique des luttes; ce serait donc une chose absolument irréalisable dans le cadre du système actuel.

La gestion des normes.

Supposons que les ouvriers arrachent le droit de définir eux-mêmes les normes de travail.

Mais si les ouvriers continuent à être expropriés du fruit de leur travail, c'est à dire n'ont aucun droit concernant la détermination de la production et de la répartition, aucun droit sur l'usine et la société, il est évident qu'ils ne chercheront pas à établir des normes rationnelles, mais qu'ils essaieront d'utiliser cette parcelle de pouvoir pour revendiquer encore plus. La gestion des normes se transformera alors en lutte contre la productivité et la production.

Si les ouvriers ont dans ces conditions le pouvoir de déterminer les normes, ils les détermineront les plus basses possibles, non parcequ'ils sont fainéants par nature, mais parcequ'ils n'auront aucune raison d'établir des délais normaux pour une production et une répartition qui ne seront pas normales puisqu'elles seront déterminées par les capitalistes et l'Etat.

Le principe de l'usine capitaliste, c'est l'exploitation. Tout est organisé en fonction de l'exploitation, depuis la forme hiérarchisée des salaires, jusqu'à l'organisation des différentes couches de la maîtrise, en passant par la forme des machines. Tout respire l'exploitation, tout est fait pour cette cause.

Il ne s'agit pas ici évidemment du seul aspect économique de l'exploitation, et celle-ci ne se traduit pas uniquement sur le plan des salaires.

Les capitalistes extraient des ouvriers la plus value, mais pour ce faire ils organisent les usines de telle façon que le travailleur n'ait plus une parcelle de liberté, qu'il soit réduit à l'état de simple exécutant. Les recherches techniques ou sur l'organisation du travail, la mise en oeuvre de nouvelles chaînes de production obéissent toutes à cette orientation fondamentale :

maintenir les travailleurs dans leur rôle de simples exécutants.

Tout le libéralisme de l'usine ne peut dépasser ce stade.

On peut instaurer des services de relations sociales, former une maîtrise souriante, faire des lavabos, donner des droits aux délégués du personnel, peindre les murs en couleurs agréables, l'usine, aussi "libérale" soit-elle, ne peut absolument pas donner une parcelle de pouvoir aux travailleurs.

Pourquoi ?

Et bien parceque les ouvriers se serviront de la moindre parcelle de pouvoir qu'ils auront, non pour augmenter la production, mais pour revendiquer et s'opposer à une production qui en fin de compte n'est pas la leur.

Rien ne changera cette attitude des ouvriers; ni les discours, ni les augmentations de salaire, ni la sécurité sociale; rien, jusqu'au jour où ils sentiront dans les faits que la production et la société leur appartiennent, qu'elles sont leur affaire.

CONCLUSION

De tout ceci découle une conclusion que certains peuvent trouver amère, mais qui est irréfutable: il ne peut pas y avoir conquête graduelle de l'usine, comme il ne peut pas y avoir conquête graduelle de la société par les travailleurs. Il y aura conquête totale ou rien du tout.

Il y aura l'exploitation capitaliste, avec ou sans participation de "représentants" ouvriers, ou bien il y aura gestion ouvrière de l'usine, de l'économie et de la société, signifiant la détermination par les ouvriers eux-mêmes de leur travail, la planification de l'économie par les travailleurs, la direction politique de la société par les Conseils des Travailleurs.

Mais cette gestion ne pourra se réaliser que par une révolution profonde. Penser qu'une évolution lente et pacifique pourra la produire c'est faire fi de toute l'histoire des luttes ouvrières.

Les Conseils ouvriers hongrois, qui avaient placé la gestion ouvrière au centre de leurs revendications, ont été rapidement dissous par Kadar, dès que celui-ci s'est senti assez fort. En Pologne Gomulka s'est efforcé de réduire les Conseils d'usine à l'impuissance, et il y a pratiquement réussi. En Espagne en 1936, le Gouvernement républicain a employé plus d'énergie à dissoudre les Comités d'usine qu'à combattre Franco.

Et aujourd'hui la classe ouvrière a-t-elle conquis des pouvoirs dans la gestion de l'usine ou de la société ?

La classe ouvrière n'a rien aujourd'hui, et ne gère rien, pas même "ses" organisations. Les capitalistes lui enlèvent toute autonomie et toute initiative dans la production.

Qui dit gestion ouvrière suppose automatiquement destruction du régime capitaliste, et c'est pour cela que les militants se réclamant du socialisme devraient lutter aujourd'hui.

-:-:-:-:-:-:-

Decazeville

Après 64 jours de grève les mineurs de Decazeville ont repris le travail.

"L'action doit se poursuivre sous d'autres formes et dans l'unité la plus totale", déclare le comité intersyndical.

"Cette lutte n'est pas terminée -ont dit les responsables- elle ne fait que commencer sur un autre terrain. Vous n'avez pas à sortir la tête basse".

Lorsque le Directeur du cabinet du ministre de l'industrie vint s'entretenir avec le comité intersyndical, il avait quasiment les mains vides en ce qui concerne les revendications des mineurs. La gêne et la lassitude qui avaient gagné les foyers étaient ses principaux atouts pour obtenir la fin de la grève.

En 2 mois les mineurs en grève n'ont rapporté chez eux qu'une indemnité mensuelle de 300 NF fournie par la Caisse de secours au lieu d'un salaire de 600 à 700 NF.

Le travail a repris bien que les améliorations obtenues soient dérisoires en face des sacrifices consentis : quelques avantages et beaucoup de promesses.

Et pourtant pour Decazeville on ne peut pas dire qu'il n'y a pas eu combativité :

- 64 jours de grève avec occupation de la mine,
- solidarité de toutes les organisations locales,
- 30 000 manifestants du département le 9 janvier,
- 50 000 le 26 janvier.

En fait rien de tout ceci ne gênait les Charbonnages ni le Gouvernement. La mine est déficitaire, on décide de la fermer. En réponse les mineurs arrêtent eux-mêmes la production durant 64 jours. Arrêter la production, occuper l'usine, sont des actes catastrophiques pour un patron.
Dans les cas de reconversion ça ne peut évidemment pas obliger la patronat à capituler La grève, l'occupation des lieux de travail ne peuvent être que le point de départ de la lutte.
Pour Decazeville, une fois le travail arrêté, les Charbonnages n'avaient plus qu'à attendre; ce qu'ils firent. Les mineurs de même, mais pour eux plus le temps passait plus la situation devenait critique et sans issue.

On a vu ce résultat paradoxal, le Ministre refusant toute conversation tant que le travail n'aurait pas repris dans une mine dont la fermuture est décidée.
Dans les luttes déclenchées par des mesures de reconversion, il semble donc que l'action locale ne débouche pas, mais qu'elle doive pour être efficace déborder largement.
Se contenter d'arrêter le travail à Decazeville c'était aller au devant des désirs des Charbonnages de France.
Ce qu'il fallait donc c'était arrêter le travail aussi autre part, dans d'autres secteurs là où celà gênait l'économie.
Plus que jamais la solidarité ouvrière reste la seule force valable en face du patronat et la seule réponse efficace à la solidarité des classes possédantes.

-:-:-:-:-:-:-

Les voyageurs de l'espace seraient-ils aussi peu écoutés que leurs collègues sur terre ?

Glenn, après son voyage, a rapporté qu'il n'était pas tenu compte des besoins de l'homme dans l'espace. Sa fusée était faite de façon à ce que le passager, prisonnier dans sa boîte, n'ait rien à faire, pendant que la machinerie, très compliquée et coûteuse, accomplissait des opérations très simples.

Les hommes assez intelligents pour construire des fusées interplanétaires se prennent-ils pour des robots ? On dirait plutôt qu'il y a une séparation entre ceux qui dirigent la construction et ceux qui en subissent les résultats.

La fusée de Glenn n'est peut-être pas aussi différente des autres lieux de travail qu'on pourrait le croire.... !

Made in USA

Made in USA

Il y avait dans le New-Jersay, aux USA, un enfant qui atteint l'âge d'aller à l'école. Comme à tous les autres enfants, on lui fit passer des tests d'intelligence; hors son intelligence était tout à fait exceptionnelle, mais il appartenait à une famille pauvre.

Les autorités de l'Etat entreprirent alors une procédure afin d'enlever l'enfant à sa famille pour le mettre dans une famille riche; il convenait que des dons aussi rares soient developpés au mieux, et il est clair que celà ne pouvait se faire que dans une famille riche.

Il y eut de grandes discussions dans la presse pour savoir ce qui était le plus respectable: le droit de la famille à l'affection de l'enfant ou celui de la société d'utiliser au mieux ses dons.

On ne sait ce qui est le plus exemplaire de cette histoire: l'aveu que dans la société américaine (on dit qu'elle donne sa chance à tous) les vraies chances n'existent que dans les familles riches, ou la candeur avec laquelle on discute du sort de l'enfant, disputant des droits de la famille et de la société, sans qu'on ait jamais envisagé sérieusement le sort humain de l'enfant.

Diplômes et argent en U.R.S.S.

Tous les journaux du I9 février reproduisaient une information parue la veille dans la Komsomolskaya Pravda (organe des Jeunesses communistes de l'URSS) de Moscou.

D'après ce journal, des universitaires et des fonctionnaires de Tbilissi (en Georgie) trafiquaient l'admission des candidats aux Universités et aux autres écoles supérieures de Moscou. Se faisant verser de I 500 à 7 000 roubles (de 600 000 à 3 000 000 d'anciens francs) par candidat, ils offraient des pots de vin aux universitaires chargés de sélectionner les candidats. Les carnets scolaires des candidats étaient "arrangés" en conséquence.

Il s'agit bien sûr d'un "scandale", d'un fait exceptionnel. Pas plus qu'en France l'histoire du C.N.L. ne signifie que tous les architectes et les entrepreneurs du bâtiment volent purement et simplement l'argent des souscripteurs, cette information ne signifie que les étudiants sont admis aux Universités russes en payant des pots de vin.Mais comme tous les scandales, celui-ci aussi porte témoignage sur la société qui l'a produit et le dénonce.

Il y a donc, en Russie, des gens qui peuvent payer jusqu'à 3 millions de francs pour faire entrer leurs enfants à l'Université - et ce n'est certes pas les ouvriers, qui gagnent là-bas aussi autour de 50 000 francs par mois.
Il y a donc aussi en Russie, des gens haut placés et des Universitaires entièrement formés par le nouveau régime et capables de trafiquer l'admission d'un candidat à l'Université.

S'il arrive que de tels trafics prennent dans des cas extrêmes la forme de pots de vin, combien plus fréquents doivent être le piston et l'action de l'"influence" des gens en place, des grands bureaucrates et des dirigeants !

Et, avec ou sans pot de vin, qui peut prétendre que le fils d'un ouvrier a, là-bas les mêmes chances de promotion que le fils d'une huile ?

:-:-:-:-:-:-:-:

E DERNIERE MINUTE DERNIERE MINUTE DERNIERE MINUTE DERNIERE MINUTE DERNIERE MINUTE DERN

A la veille du cessez-le-feu, dans la série Faire-Face d'Etienne Lalou et Igor Barrère, l'émission de télévision consacrée à la TOLERANCE a été jugée inopportune par messieurs de la Malène secrétaire d'Etat à l'Information et Robert Bordaz directeur général de la R.T.F.

E DERNIERE MINUTE DERNIERE MINUTE DERNIERE MINUTE DERNIERE MINUTE DERNIERE MINUTE DERN